

sieurs fois la première ligne des Espagnols fut enfoncée. Leurs réserves, toujours en présence, arrivaient toujours à temps pour s'opposer à des efforts successifs, et tout ce que purent faire les Français, fut de conserver la position où les troupes s'étaient rencontrées le matin.

Il était passé midi. Les Espagnols n'avaient eu, dans les différentes attaques, que deux cent quarante-trois hommes tués et sept cent trente-cinq blessés. Du côté des Français, près de deux mille hommes étaient hors de combat. On comptait dans le nombre beaucoup d'officiers supérieurs; le général en chef lui-même avait été touché. Les malheureux soldats étaient exténués par quinze heures de marche et huit heures de combat. La plupart voyaient pour la première fois un engagement sérieux. Leur corps était débilité par les souffrances endurées à Andujar. Le soleil d'Andalousie dardait sur eux ses rayons piquans (*rayos picantes de Andalucia*) au jour de la canicule. La soif les dé-

vorait, et il fallait aller chercher l'eau à un quart de lieue. Une transpiration abondante achevait de les affaiblir, au point qu'ils n'étaient plus en état ni de marcher, ni de tenir leurs armes. Alors la désertion se mit dans les deux régimens suisses <sup>1</sup> de Reding n° 2 et de Preux, qui s'étaient si bien battus à la droite; il ne resta dans les rangs français que les deux colonels, un petit nombre d'officiers et quatre-vingts soldats. Le général Dupont, désespérant de pouvoir conduire ses soldats à l'attaque, et ignorant ce que faisaient Vedel et Dufour, proposa au général Reding une suspension d'armes. Elle fut acceptée sans discussion.

Pendant qu'on parlementait, les troupes espagnoles garnirent les hauteurs de la rive droite de la Rumblar, à partir de la grande

<sup>1</sup> Dans les régimens suisses au service d'Espagne, les officiers seuls et un petit nombre de sous-officiers et de soldats étaient Suisses. Le recrutement était fait par les soins des familles auxquelles appartenaient les régimens et les compagnies. C'était plutôt un embau-

route et jusqu'au-dessus du couvent de San-Vicente. Dupont avait réussi dans l'objet de dérober sa marche à Castaños. Celui-ci n'avait été instruit que le 19, à la pointe du jour, du mouvement de Dupont. Il resta de sa personne à Andujar avec la troisième division, et fit marcher Lapeña. Celui-ci arriva trop tard pour prendre part à l'action. Il fit tirer douze coups de canon, afin que Reding fût averti de son arrivée. Les autres troupes, que les Français virent arriver au bord de la Rumblar, étaient celles de don Juan de la Cruz. Les deux mille hommes que commandait cet officier supérieur, rejetés le 16 des hauteurs de la Sementera, s'étant repliés sur Peñas del Moral, rentrèrent en action le 19 à la pointe du jour, dès qu'ils

chage qu'un enrôlement. On y recevait des Allemands, des Italiens, des déserteurs de toute nation. Après la paix de Lunéville, ils se remplirent de prisonniers autrichiens que la France leur céda. L'administration de ces régimens était aussi mauvaise que leur recrutement était vicieux.

entendirent le feu sur Baylen. Don Juan prit par la montagne le chemin de Baños pour se mettre en communication avec le corps de Reding; et, jugeant que le combat se livrait dans les oliviers, il fit descendre un bon nombre de tirailleurs qui s'embusquèrent dans les rochers de la Rumblar, sur le flanc gauche des Français, à deux portées de fusil.

LORSQUE tous les corps de l'armée espagnole agissaient concentriquement sur les huit mille hommes commandés immédiatement par Dupont, où étaient les autres troupes du commandement de ce général? Nous avons laissé Vedel à la Caroline le 18 au matin. Il envoya des reconnaissances dans les montagnes et sur tous les débouchés, on en fit autant de Santa-Elena. Les reconnaissances rentrèrent sans avoir rien aperçu, sans avoir rien appris. Le corps espagnol qu'on avait vu ou cru voir la veille, marchant dans les gorges parallèlement à la grande route, avait disparu; puisque l'ar-

mée espagnole n'occupait point la Sierra, il était évident qu'elle opérait sur un autre point. Vedel passa à la Caroline la journée du 18 pour donner du repos à sa division, et réparer son artillerie, mais il rappela à lui le général Dufour, en lui prescrivant de laisser deux bataillons à Santa-Elena, et quatre compagnies au Despeña-Perros.

Le 19 à la pointe du jour, lorsqu'on entendit le canon du côté de Baylen, on en était à six lieues. Vedel, ayant sous ses ordres des soldats novices, voulut les conduire serrés et les tenir prêts à combattre. La marche fut lente. A neuf heures du matin seulement il arriva à Guarroman. Bien que le canon continuât à gronder, le général permit aux soldats de s'arrêter; il ne pouvait pas refuser après trois jours et trois nuits de marches continuelles.

Les soldats, accablés par l'excessive chaleur et étouffés par le nuage de poussière dans lequel ils marchent enveloppés, courent en foule au ruisseau pour étancher leur soif. Un trou-

peau de chèvres traverse en ce moment la route. Les soldats, auxquels on ne pouvait pas dans les marches et contre-marches éternelles faire des distributions régulières de vivres, se jettent sur les chèvres, les dépècent et font la soupe. La halte ne devait durer que le temps nécessaire pour reprendre haleine; Vedel a la faiblesse de l'accorder pour une heure; elle se prolonge beaucoup davantage. Vers midi, la canonnade cesse; Vedel en conclut que le danger est passé. Lorsqu'il se remet en marche pour Baylen avec sa division, il laisse à Guarroman celle du général Dufour et la brigade de cuirassiers du général Lagrange, tant était grande sa préoccupation!

Vers midi, la colonne se met en mouvement. En approchant de Baylen, on aperçut des troupes; Vedel ne douta pas que ce ne fussent celles du général Dupont revenues d'Andujar. Bientôt on reconnut les Espagnols. Le général Vedel se hâta de rappeler à lui les cuirassiers du général Lagrange et la première brigade de

la division Dufour aux ordres du général Lefranc; il commença des dispositions d'attaque.

Les soldats espagnols, accablés de chaleur et de fatigue, faisaient la méridienne. Aussitôt que, des avant-postes placés sur la route de Guarroman, on aperçoit les Français, Reding porte de ce côté la division Coupigni sans la faire entrer dans Baylen; un bataillon du régiment d'Irlande et deux pièces de canon sont établis sur un mamelon à la droite de la route, en faisant face à la Sierra. L'autre bataillon d'Irlande et le régiment de los ordinnes militares prennent poste à l'ermitage de San-Cristoval qui est à gauche; le reste se masse derrière. Tout en se disposant à recevoir les Français, Reding envoie deux parlementaires leur annoncer qu'on est convenu d'une suspension d'armes avec le général Dupont. « Allez dire à votre général que je m'en soucie peu et que je vais l'attaquer; » ce fut la réponse de Vedel. Les parlementaires insistent, ils jurent sur l'honneur qu'un officier de

l'état-major français est en ce moment à leur quartier-général. Revenant alors d'un premier mouvement, qui chez les braves est toujours le meilleur, le général français se laisse aller à envoyer son aide-de-camp au quartier-général ennemi pour vérifier le fait, en lui enjoignant de revenir sous un quart-d'heure.

Une demi-heure se passe, l'aide-de-camp ne rentre pas. Vedel lance ses troupes sur l'ennemi; le général de brigade Cassagne, avec la première légion, marche droit au mamelon, la droite des ennemis, pendant que le général Boussard conduit le sixième régiment provisoire de dragons sur leur flanc et sur leurs derrières. Le premier bataillon d'Irlande met bas les armes; les canons sont pris, une portion d'un régiment de milices qui les soutient est sabrée par les dragons. En même temps, le chef de bataillon Roche, de la cinquième légion, attaque en colonne la position de l'ermitage; c'était pour les Espagnols le point capital, puisque c'était par-là que les troupes attaquantes pouvaient

joindre celles du général Dupont qui n'en étaient qu'à une lieue. La position est défendue avec opiniâtreté par le colonel don Francisco de Paula Soler, à la tête du régiment de los ordinnes militares. A la résistance de l'ennemi, Vedel entrevoit la situation déplorable où doit se trouver Dupont; un vif regret de sa lenteur du matin saisit son ame; n'étant pas arrivé à temps pour prendre part au combat, il ne lui restait qu'à le renouveler. Son artillerie canonne l'ermitage, et lui-même va marcher à la tête de la brigade Poinso, dont il a formé les bataillons en colonne d'attaque, lorsqu'un aide-de-camp du général en chef Dupont, accompagné de deux officiers espagnols, lui remet, au milieu du feu, l'ordre écrit de ne rien entreprendre, parce qu'on traite d'un armistice dont les conditions seront notifiées.

Comme tout passait par les mains des Espagnols, le général Dupont n'entrait dans aucun détail sur les circonstances qui avaient précédé la suspension d'armes. L'aide-de-camp n'en dit

pas davantage , les officiers parlementaires portaient des paroles de conciliation et de paix. On ignora , dans le corps de Vedel , qui , des Espagnols ou des Français , avait proposé un arrangement. Bien plus , l'idée étrange vint à plusieurs , et au général lui-même , qu'une négociation venait de s'entamer sur des bases politiques , et qu'il ne s'agissait de rien moins que de réconcilier les prétentions des Juntas insurrectionnelles avec les intérêts et les droits de Joseph Napoléon , et de pacifier les Espagnes. Il n'en fallut pas tant pour déterminer Vedel à obéir ; il fit cesser le feu , et conserva la position , les prisonniers , les drapeaux et les canons que ses troupes avaient enlevés.

Ici finissent les opérations de la guerre , de la guerre où le courage des soldats répare quelquefois les fautes du général , et où il est rare que l'éclat de hauts faits d'armes ne tempère pas l'amertume de nobles douleurs. Il nous reste à raconter les particularités d'une négociation désastreuse.

Dupont, ne pouvant plus combattre, considéra les troupes qu'il avait avec lui comme une garnison assiégée qui est aux abois faute de vivres, et qui, bientôt, manquera de munitions. Il chargea le capitaine Villoutreys, écuyer de l'Empereur, employé à l'état-major général du corps d'observation de la Gironde, de demander au général Reding la permission, pour les troupes, de passer par Baylen, pour se retirer sur Madrid. Reding accorda la suspension d'hostilité, ainsi que nous l'avons déjà dit, et, pour le reste, il renvoya le parlementaire au général en chef Castaños à Andujar. Celui-ci n'avait jamais deviné rien de semblable à ce qui se passait à Baylen. Il osait à peine croire au succès. La portion de son armée qui avait combattu n'avait plus que dix cartouches par homme. Vedel et Dufour pouvaient, d'un instant à l'autre, descendre de la Sierra-Morena et changer la face des affaires. Le prudent Castaños déclara au capitaine Villoutreys,

qu'il était prêt à traiter à des conditions honorables pour les troupes françaises. Sur cette déclaration transmise au chef des Français, le général de brigade Chabert, ancien député aux assemblées nationales, et accoutumé au maniement d'intérêts publics, partit pour Andujar avec des pleins-pouvoirs pour négocier et signer une convention.

Les rapports de Chabert ne furent pas seulement avec le général Castaños ; il avait encore à convaincre le commissaire de la Junte de Séville, le comte de Tilli, homme délié, mais acerbe, qui à l'austérité près des vertus républicaines, jouait dans cette armée le personnage que les représentans du peuple faisaient en 1794 dans les armées françaises. Bientôt la facilité qu'avaient montrée d'abord les Espagnols fit place à des prétentions hautes. On apprit à Andujar que Vedel, après avoir attaqué Reding, s'était arrêté dans la victoire. On intercepta une lettre par laquelle le duc de Rovigo ordonnait à Dupont de ra-

mener en hâte son armée à Madrid, pour faire face aux troupes qui arrivaient de Galice et de Vieille-Castille, sous les ordres de Blake et de Cuesta. Des prétentions hautaines les Espagnols passèrent à l'outrage. Ils reprochèrent avec amertume les excès commis par les Français en Andalousie, et, reportant sur le général le poids entier du blâme qu'avait encouru l'armée, ils en vinrent à refuser de traiter avec celui dont les premières propositions de cesser les hostilités avaient été reçues avec tant d'empressement.

Il se trouvait dans le camp français un personnage illustre que sa mauvaise étoile avait conduit sur ce théâtre de malheur. Le général Marescot, premier inspecteur général du génie et en cette qualité grand-officier de l'Empire, avait été envoyé en Andalousie pour fortifier Cadix, et préparer les moyens de prendre Gibraltar. Il était parvenu à travers mille dangers à rejoindre le corps d'observa-

tion de la Gironde , et ne s'en était pas séparé parce que la marche sur Cadix ne paraissait qu'ajournée , et surtout parce qu'on se permettait rarement, sous le règne de l'Empereur Napoléon , de quitter sans son ordre le poste qu'il avait assigné. La réputation de Marescot était grande en Espagne , d'abord en raison de son mérite réel , et aussi parce qu'après la paix de Bâle , en 1795 , c'était lui qui avait été chargé par le gouvernement français de remettre à l'Espagne , les places , l'artillerie et tous les objets de conquête qu'on leur restituait. Don Francisco-Xavier de Castaños , alors maréchal de camp , fut nommé par le roi catholique pour les recevoir. La libéralité avec laquelle le commissaire français s'acquitta de cette mission , laissa à ce sujet entre les deux commissaires des rapports d'estime et de bienveillance réciproques. Le moment d'en profiter était venu. Dupont supplia Marescot de diriger la négociation. L'intérêt de l'armée et le danger imminent et individuel que couraient les soldats , vainquirent

sa répugnance. Il se rendit à Andujar. En sa considération, Castaños consentit à renouer la négociation par égard pour le nouveau négociateur.

Ces retards prolongeaient et aggravait les souffrances des Français. Les malheureux étaient entassés au nombre de huit mille hommes au milieu de cinq cents voitures et de trois mille chevaux, sur un espace de douze cents toises carrées infecté par l'odeur des cadavres d'hommes et de chevaux en dissolution et qu'on ne pouvait enterrer dans la terre durcie par la sécheresse. L'armée espagnole se grossissant autour d'eux les traquait et les resserrait toujours davantage, de manière qu'ils ne pouvaient plus se mouvoir ni en avant ni en arrière. La division qui était devant Baylen les empêchait de puiser de l'eau à la seule fontaine qu'il y eût sur le terrain. Ils étaient obligés pour boire de descendre dans le vallon de la Rumblar sous la fusillade des paysans qui s'étaient joints aux flanqueurs de don Juan de la Cruz; hommes

et chevaux tombaient d'inanition. Bien qu'en accordant la suspension d'armes Reding et Castaños se fussent engagés à nourrir les Français, ceux-ci ne reçurent qu'une seule fois une faible provision de biscuit et de légumes. Le soleil dardait d'aplomb sur les soldats étendus à terre auprès des oliviers flétris. La chaleur était si grande que le feu prenait aux herbes sèches, et on était obligé à chaque instant de déplacer les caissons d'artillerie pour prévenir les accidents.

CEPENDANT l'aide-de-camp Meunier, envoyé le 19 par Vedel au quartier-général de Reding et n'y trouvant plus le capitaine Villoutreys déjà parti pour Andujar, était parvenu jusqu'au général Dupont. C'était un officier d'un coup-d'œil pénétrant et d'une conception vigoureuse. Il rentra le 20 au matin, apportant l'ordre du général en chef pour rendre aux Espagnols les soldats, les canons et les drapeaux qu'on leur avait pris, et conseillant de ne pas l'exécuter.

« J'ai vu nos camarades, disait-il tout haut dans  
» le camp ; ils sont démoralisés , pétrifiés ,  
» anéantis. Nous sommes perdus si le général  
» ne se déclare pas indépendant. » Il y a loin  
des qualités essentielles pour exécuter, dans  
les circonstances ordinaires, des dispositions  
qu'un autre a arrêtées, à la portée d'esprit  
nécessaire pour, dans un cas imprévu, ne pren-  
dre conseil que de soi-même, et discerner d'in-  
spiration ce qui est juste et bon au milieu de  
l'extraordinaire et de l'irrégulier. Déjà Vedel  
avait par obéissance arrêté l'élan de ses soldats  
prêts à vaincre ; maintenant il les dépouille  
des trophées de leur valeur, en vertu d'un ordre  
écrit sous la dictée du général espagnol et  
transmis à travers les rangs ennemis.

La subordination intempestive de Vedel ne  
le rassurait pas. La lenteur avec laquelle la né-  
gociation était conduite le rassurait encore  
moins. Il se répandit le bruit parmi les soldats  
que les Espagnols se mettaient en mouvement  
pour les envelopper, et des nuages de poussière

qu'on voyait au loin sur la droite et sur la gauche paraissaient donner de la consistance à ce bruit. Vedel envoya au général Dupont un officier supérieur attaché à sa division, le capitaine de frégate Baste, pour proposer une attaque combinée contre les troupes de Reding; ou au moins, si le général en chef ne voulait pas courir la chance d'un combat, pour prendre part aux conférences dans l'intérêt des troupes du général Vedel.

DUPONT voulait combattre encore. Ce que l'aide-de-camp Meunier lui avait dit des bonnes dispositions des troupes de Vedel, ce que le capitaine Baste venait de proposer, et plus que tout cela les souvenirs de sa gloire acquise sur les bords du Mincio, du Danube et de l'Elbe, l'émouvaient vivement. Plusieurs officiers-généraux proposaient de sacrifier l'artillerie et les bagages et de marcher tête baissée sur Baylen. Les ingénieurs disaient qu'on pourrait, en forçant le faible cordon formé par les flanqueurs



de don Juan de la Cruz, gagner les montagnes et rejoindre Vedel; mais pour exécuter des résolutions plus ou moins vigoureuses, il fallait avoir des soldats à conduire. Or, les infortunés n'étaient plus soldats; c'était un troupeau dominé par les besoins physiques, sur lequel les influences morales n'avaient plus de prise. La souffrance avait achevé d'énervier les courages. Aucune étincelle, aucune saillie énergique n'apparut dans les officiers des régimens, parce que d'après leurs premières formations ils avaient été mal composés. On assure aussi que des vœux pervers partis de plus haut et le désir de conserver un butin infâme contrarièrent les vues généreuses du général en chef et d'une foule de braves. Le pillage de Cordoue et une longue indiscipline avaient détrempé les ames, et les avaient préparées à recevoir sans horreur la proposition de mettre bas les armes.

ON refusa d'admettre le capitaine de frégate Baste aux conférences d'Andujar. Dupont, se

sentant emporté par l'ascendant que donnait aux Espagnols son extrême détresse, donna plusieurs fois dans la journée du 20 des ordres contradictoires. Tantôt il prescrivait à Vedel de ne pas abandonner sa position, tantôt il lui faisait dire de se regarder comme libre, et de profiter de la nuit pour se retirer sur la Sierra-Morena et couvrir Madrid. Le général Vedel regarda ce dernier ordre comme le meilleur à exécuter. Laissant dans sa position seulement un escadron de dragons et quatre compagnies de voltigeurs pour en imposer à l'ennemi, il marcha toute la nuit avec le reste. Le 21, à dix heures du matin, il arriva à Santa-Elena; et quoiqu'il eût laissé en arrière plusieurs centaines de traîneurs, il se disposa à continuer sa route aussitôt que les soldats auraient pris quelque repos. En attendant, il poussa les bagages et deux bataillons sur El Viso. Un officier d'artillerie fut envoyé avec de la poudre pour préparer des mines dans les rochers de Despeña-Perros, et rendre ce défilé impraticable

après que les troupes françaises y auraient passé.

Aussitôt que les Espagnols virent le mouvement, ils crièrent à la déloyauté. Ils signifièrent à Dupont que la négociation serait rompue si Vedel ne s'arrêtait point. Ils étaient donc bien grandis et les Français bien rapetissés de se plaindre de ce qui faisait leur salut! Dupont envoya en grande hâte un officier à Vedel pour lui prescrire de s'arrêter. Celui-ci ne tint aucun compte de cette transmission verbale : peu après arrivèrent à Santa-Elena, d'abord le sous-chef de l'état-major général, Martial Thomas, et ensuite le capitaine de frégate, Baste, porteurs tous deux d'ordres formels et écrits. Le général en chef ordonnait à Vedel de s'arrêter partout où on le trouverait, attendu que ses troupes étaient comprises dans un traité qui venait d'être conclu à Andujar.

Bien que l'on ne connût pas encore les conditions de ce traité, l'indignation éclata de

toutes parts. Ce fut un tumulte. Les soldats ne voulaient pas entendre parler de se rendre aux Espagnols. Plusieurs chefs pressèrent Vedel de ne pas acquiescer à des conditions honteuses ; ils lui représentèrent que Dupont, ne jouissant pas de sa liberté, avait perdu le droit de les commander ; qu'on était maître des gorges, et qu'on avait douze heures d'avance sur l'ennemi. Fidèle aux règles de la subordination qu'il s'était imposées, Vedel prescrivit aux officiers supérieurs de calmer l'effervescence des soldats, et d'attendre avec résignation les ordres ultérieurs qui seraient donnés. Ces ordres ne se firent pas long-temps attendre. Vedel reçut dans la nuit la convention qui ne fut signée et ratifiée que le lendemain. Par cette convention, les troupes sous les ordres immédiats du général Dupont étaient prisonnières de guerre. Les divisions de Vedel et de Dufour ne devaient qu'évacuer l'Andalousie ; mais l'évacuation devait se faire par mer, et provisoirement on désarmerait les prisonniers, comme

ceux qui ne l'étaient pas, sauf à rendre aux derniers l'artillerie et les armes au moment de leur embarquement.

Quand cette notification fut faite aux troupes, les officiers avaient réussi et au-delà à calmer l'effervescence des soldats. Il s'était répandu dans le camp des bruits alarmans sur des colonnes espagnoles, passant par derrière, envahissant la Manche. Ceux qui étaient venus du quartier-général de Dupont disaient aux soldats que la vie de huit mille de leurs camarades dépendait de leur résignation à un sort qui, après tout, n'avait rien de bien rigoureux, puisqu'ils devaient être ramenés en France avec leurs armes et sans avoir perdu l'honneur. Ces paroles firent impression sur la multitude. Vedel ayant rassemblé un conseil de guerre pour aviser au parti à prendre, sur vingt-trois officiers-généraux ou supérieurs, quatre persistèrent dans l'opinion de la veille de continuer leur marche sur Madrid. Tous les autres opinèrent à obéir passivement et aveuglément aux

ordres du général en chef. Cet avis l'emportant à une si grande majorité, le général Vedel s'y conforma.

BIEN plus, la chaîne acceptée à Andujar servit à lier de braves gens qui ne savaient même pas qu'on eût combattu et auxquels, puisqu'ils étaient hors de l'Andalousie, aucun article de la convention n'était applicable même dans le sens le plus étendu. Le capitaine Villoutreys, le même qui avait entamé près de Reding cette convention déplorable, partit sous l'escorte d'un détachement de cavalerie espagnole pour la porter à Madrid. Il dirigea sur Baylen les détachemens de troupes françaises qui gardaient les bagages et les magasins de vivres à El Viso et Santa-Cruz de Mudela. A la vue des ordres dont cet officier était porteur, le commandant de Manzanarès eut la faiblesse d'amener aussi son bataillon à ce rendez-vous de malheur, quoiqu'il en fût à plus de vingt-cinq lieues. Avec la doctrine qu'on s'était formée au

corps d'observation de la Gironde sur les droits du commandement et la sainteté des obligations, les garnisons de Pampelune et de Saint-Sébastien, si elles eussent été formées de troupes aux ordres de Dupont, eussent été comme les autres obligées de venir se faire décimer. Le chef de bataillon Saint-Église de la division Dufour, qui commandait un bataillon de la communication à Madrilejos, fut le premier qui ne se regarda pas comme obligé par la convention d'Andujar.

Le 23, les troupes de Dupont, après avoir défilé devant Castaños et Lapeña, généraux qui ne les avaient pas combattues, mirent bas les armes, et se constituèrent prisonnières au nombre de huit mille deux cent quarante-deux hommes. Vedel en avait neuf mille trois cent quatre-vingt-treize. Ils remirent le 24, à Baylen, leur artillerie et leurs fusils réunis en faisceaux sur le front de bandière à des commissaires espagnols qui en dressèrent un inventaire. Il avait été convenu que les fusils

seraient transportés sur des voitures à la suite de la colonne, et rendus ainsi que les canons au moment de l'embarquement. On n'en fit rien ; et les victimes de l'obéissance, de l'obéissance passive furent confondues dans le même traitement avec les vaincus. Ni les uns ni les autres ne devaient plus revoir leur patrie. Le cruel pressentiment qu'ils en eurent, ajouta à la confusion qu'ils éprouvaient d'avoir mis bas les armes devant un ramassis de soldats à demi-vêtus, mal armés, mal ordonnés. Bientôt accoururent de plusieurs lieues à la ronde, sur le passage des prisonniers, les paysans exaspérés par les maux qu'ils avaient soufferts. Les prisonniers furent accablés d'outrages. On leur réclamait avec menaces et injures les vases sacrés des églises de Cordoue et de Jaën. Pour empêcher le sang de couler, les colonnes ne passèrent pas dans les villes, Castaños adressa des proclamations de paix à ses concitoyens ; plusieurs fois les soldats espagnols de l'escorte furent obligés d'employer la

force pour contenir le peuple et pour sauver la vie à ceux qu'ils étaient chargés d'escorter, mus par cet intérêt qui conduit les hommes de guerre à protéger un malheur où ils peuvent tomber d'un jour à l'autre. A Puerto de Santa-Maria il y eut, contre les Français, une descente de quatre à cinq mille paysans qui, réunis au peuple de la ville, voulurent les massacrer. On eut peine à faire échapper les officiers-généraux sur des chaloupes qui les conduisirent au fort de Saint-Sébastien à Cadix. Les officiers-généraux et d'état-major furent les seuls qu'on envoya en France. La troupe, officiers et soldats, après avoir passé quelque temps dans des villages autour de Cadix, fut entassée sur des pontons dans la rade de Cadix, et on ne les en tira que long-temps après pour leur faire endurer une captivité plus rude, en les mettant à la merci du haineux gouvernement d'Angleterre. A l'exception d'un petit nombre de soldats qui, ayant pris service dans les troupes espagnoles,

repassèrent ensuite sous leurs anciens drapeaux, et d'autres qui parvinrent à s'échapper de la rade de Cadix, tout ce corps d'armée fut perdu pour la France.

QUAND Napoléon apprit le désastre de Baylen, il ne frappa point de sa tête les murs de son palais; il ne s'écria point : « Varus, » Varus, rends-moi mes légions. » La perte de dix-sept mille soldats novices était facile à réparer pour celui qui disposait de la vie de quarante millions d'hommes. Mais il versa des larmes de sang sur ses aigles humiliées, sur l'honneur des armes françaises outragées. Cette virginité de gloire qu'il jugeait inséparable du drapeau tricolore était perdue pour jamais, le charme était rompu, les invincibles avaient été vaincus, rangés sous le joug, et par qui?... par ceux que, dans la politique de Napoléon, il importait de considérer et de traiter comme un ramassis de prolétaires révoltés. Son coup-

d'œil juste et rapide perça dans l'avenir. Par la capitulation d'Andujar <sup>1</sup>, la Junte, qui n'était auparavant qu'un comité d'insurgés, devenait

<sup>1</sup> En Angleterre et dans tout pays libre et régulièrement gouverné, la convention d'Andujar eût été l'objet d'une enquête solennelle. Les Français n'eurent même pas connaissance. Les caprices du despotisme ne sont pas toujours d'accord avec ses propres intérêts. Que devait faire Napoléon ? Que lui indiquaient même les calculs d'utilité ? Il eût fallu donner la plus grande publicité à cette affaire, appeler de l'Espagne enorgueillie par un succès inespéré à la raison froide et éclairée des parties non intéressées. Il aurait été démontré, par une enquête judiciaire et impartiale, que la puissance française n'était pas entamée ; que la gloire était à peine atteinte ; que le vainqueur avait profité inopinément et presque à son insu d'un enchaînement et d'une complication de fautes et de malheurs, tels que ces mêmes données, combinées ensemble de mille manières différentes avec les mêmes hommes et dans les mêmes circonstances, n'auraient pu donner deux fois le même résultat. Si les juges eussent trouvé des coupables, le souverain avait le droit de pardonner des erreurs à un mérite reconnu, à d'anciens et signalés services. Il se serait ainsi réservé

un gouvernement régulier , une puissance.  
L'Espagne dut tout-à-coup apparaître à ses

le bonheur de la clémence , sans avoir perdu le profit de l'exemple. Au lieu de cela , un voile épais couvrit les événemens désastreux de Baylen. Il n'en transpara que ce qu'il était impossible de soustraire à la curiosité publique. On sut que les officiers généraux qui avaient eu part à ces événemens , étaient arrêtés et enveloppés dans le même sort , quelle que fût la différence de leur situation et même de leurs opinions.

En 1809, l'Empereur aperçut sur la place de Valladolid le général de brigade Legendre, chef d'état-major du général Dupont, et qui, en cette qualité, avait apposé des signatures officielles aux copies du traité d'Andujar. Une crispation nerveuse parut le saisir, et il adressa au général Legendre ces dures paroles : « Comment, général, votre main ne s'est pas séchée, quand vous avez signé cette infâme capitulation ? » Dans la suite, ceux qui voyaient Napoléon de près ne l'entendirent jamais parler de Baylen, sans lui voir éprouver une indignation, que les suites déjà patentes du malheureux événement ne justifiaient que trop.

Le bruit courut en Europe, et les journaux anglais le propagèrent ou le répétèrent, que le général Dupont avait été mis à mort dans un donjon. La pitié s'attacha à un homme estimé, qu'on considérait comme victime

yeux fière , noble , passionnée , puissante , telle qu'elle avait été aux jours de son âge héroïque.

du despotisme. Un plus vif intérêt encore s'attacha au général Marescot, qui, fort de son innocence et de la pureté de ses intentions, demanda un jugement avec éclat. Il avait voulu être utile à ses compatriotes; il était déjà assez malheureux pour voir, sans y avoir été contraint, son nom illustre associé à des événemens désastreux auxquels il était étranger. On se demandait comment on pouvait regarder comme coupables, un général subordonné, dont le sort avait été un excès de subordination et d'obéissance; un autre, qui, chargé de discuter la capitulation sous les yeux du général en chef, n'avait été que le rédacteur; enfin, le chef d'état-major, qui, n'ayant d'autres fonctions que d'enregistrer et transmettre les volontés de son chef, n'avait pas même le droit de contrôle.

Quatre ans après, quand d'autres événemens avaient fait oublier ceux de Baylen, Napoléon, qui allait recommencer la guerre dans le Nord, voulut, au sujet de l'affaire de Baylen, fixer la législation militaire sur des cas semblables. Un conseil d'enquête, formé d'une commission de la haute Cour impériale, s'assembla à huis-clos, interrogea les prévenus. Leurs moyens de défense et même l'opinion de la haute Cour sont restés ignorés. Un décret impérial frappa le général Dupont

L'imagination effaçait des pages de l'histoire les souvenirs décolorés des derniers rois autrichiens et de la dynastie des Bourbons, rapprochait et confondait ensemble les triomphes de Pavie et les palmes de Baylen. Quel emploi de forces et de puissance allait devenir nécessaire pour dompter une nation qui venait de sentir sa force, et qui même se l'exagérait ! et quel effet sur les autres nations ! L'Angleterre délira de joie ; l'Europe opprimée se

et tous les autres. L'opinion publique regarda tout cela comme l'œuvre du despotisme , mais fut bientôt après distraite par d'autres catastrophes. Peu de temps après parut un décret impérial <sup>1</sup> , par lequel il était défendu à tout général , à tout commandant d'une troupe armée, quel que soit son grade, de traiter en rase campagne d'aucune capitulation par écrit ou verbale, et qui déclare déshonorante et criminelle, et, comme telle, punissable de mort, toute capitulation de ce genre, dont le résultat serait de faire poser les armes.

<sup>1</sup> Décret impérial du 1<sup>er</sup> mai 1812.